



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

02 juillet 2022

N° 294

Prix: 15 gourdes

## EDITORIAL

# ORGANISONS LA LUTTE POPULAIRE CONTRE LES GANGS ARMÉS



Lundi 6 juin dernier dans l'arrondissement de Miragoâne, des milliers de personnes ont gagné les rues pour manifester leur soutien à un Commissaire du Gouvernement (CG), Jean Ernest Muscadin, et cracher du coup leur colère contre la terreur des gangs armés qui leur pourrissent la vie. Selon les manifestants, le CG de Miragoâne est la seule autorité dont la détermination à traquer les gangs armés est claire et sans équivoque.

Ce n'est pas la première fois que des gens de la population manifestent pour voir disparaître ces monstres qui tuent, volent, violent et kidnappent en toute impunité. À Port-au-Prince, à la Croix-des-Bouquets, à Bon Repos, aux Cayes, et partout dans le reste du pays, les gens ont déjà fait entendre leurs voix. Mais ces cris de protestation auront les résultats escomptés quand le mouvement gagnera en ampleur, en intensité et en détermination. Pire, les gangs armés prolifèrent, leurs activités criminelles également devant la passivité, la complicité et la lâcheté des autorités, de la classe politique et des ambassades occidentales.

Après le Grand-Sud, isolé du reste du pays par les bandits opérant depuis de longs mois dans les zones de Martissant, le Grand-Nord et les habitants du département de l'Artibonite risquent de connaître pareille situation avec l'éclosion d'une bande de criminels sur la nationale # 1 du côté de CANAAN.

Si la riposte consciente et organisée des masses populaires contre la terreur des gangs

armés tarde à se mettre en place, elle est toutefois la seule solution capable de mettre un frein aux activités des bandits et des kidnappeurs.

Les gens veulent que se termine cette insécurité, ils veulent voir les bandits et leurs commanditaires hors d'état de nuire. Ce combat doit être organisé le plus vite possible.

La sécurité à laquelle aspire la population, le déchouquage des bandits, tout cela ne dépend pas d'une personne, mais de l'intervention collective et consciente des classes populaires des villes et des campagnes. C'est la lutte de la classe ouvrière et des masses exploitées, principales victimes de la sale guerre des gangs. C'est aussi celle de leurs alliés, élèves, étudiants, militants révolutionnaires, etc.

Organisons-la pour nous donner une chance de vivre, pour préparer l'avenir aux jeunes. Les classes dominantes et les gangs armés ont fait grimper le curseur de la lutte des classes. Aux travailleurs et à leurs alliés de se mettre à la hauteur de ces luttes pour remporter la victoire. Devant un peuple conscient et déterminé à se battre, il n'y aura pas de défaite. ■

## SOMMAIRE

### Editorial

- ⇒ Page 1
  - Organisons la lutte populaire contre les gangs armés

### Leur société

- ⇒ Page 2
  - Les bandits étranglent le pays
  - Canaan à la merci des gangs armés !
  - Une pénurie orchestrée pour mettre la population genou à terre
- ⇒ Page 3
  - Note de ADIH : l'hypocrisie et le cynisme d'une bande de requins
  - Marchés frontaliers : des petits commerçants dépouillés par les bandits
  - Les classes pauvres victimes de la vie chère

### Dans les entreprises

- Tout pretèks bon pou patwon yo ogmante pwofi yo sou do travayè!
- ⇒ Page 4
  - Fair Way : une exploitation qui rappelle le temps de la colonie
  - L'ajustement du salaire minimum fond comme

### Dans l'international

- Colombie : un candidat se réclamant de la gauche, élu président

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

## LES BANDITS ÉTRANGLENT LE PAYS

Circuler d'un département à un autre, d'une commune à une autre, voire se déplacer à l'intérieur même de sa communauté, est presque mission impossible dans le pays depuis la montée et le développement des activités criminelles des gangs armés. Même quand il y a une accalmie apparente, les bandits continuent d'étendre leurs projets macabres et mortifères aux quatre coins du pays.

Poumon économique et capitale politique, Port-au-Prince est presque entièrement isolé du reste du pays. Depuis deux ans environ, à peu près le tiers de la population du Grand-Sud, est coupé de la capitale. Ceux qui, pour diverses raisons, sont obligés de venir à Port-au-Prince, le font au péril de leur vie en faisant toutes sortes de trajets, tous plus dangereux les uns que les autres. À la sortie sud de la Capitale, du côté de Martissant, de nombreux gangs du groupe G9 font régner la terreur.

Et depuis quelques semaines, les habitants du département de l'Artibonite risquent de connaître pareil sort. Ainsi des villes comme Saint-Marc, les Gonaïves Port-de-Paix, à leur tour, ne peuvent être connectées avec Port-au-Prince. Des

groupes armés sont en train de s'installer à la sortie nord de la Capitale, du côté de Canaan. La violence inouïe de ces malfrats, les incendies de dizaines de voitures, de camions, de motos, de maisons, les nombreux barrages sur la nationale # 1 desservant ces zones, découragent les habitants.

Pour l'instant, les habitants du Plateau central, ceux du Grand-Nord empruntent non sans difficulté la nationale # 3. Mais ils sont sous la menace constante du gang des 400 mawozo qui fait parler la poudre dans la commune de la Croix-des-Bouquets et ses environs. Réputé comme l'un des groupes criminels les plus dangereux des gangs armés, les 400 mawozo achètent cette zone argent comptant.

La principale route menant en république dominicaine est fortement

perturbée, affectant un secteur d'activité qui était très prolifique. Le braquage, les détournements constants des bus de transport en commun, les kidnappings incessants, paralysent les activités sur cette route internationale.

Les conséquences de l'isolement géographique de la population sont incommensurables. Par exemple, entraver la circulation des produits de consommation courante d'un point à un autre du pays, donne des prétextes aux commerçants pour faire grimper les prix de façon exagérée. De nombreuses familles tombent dans la misère à cause de la perte de leurs activités.

Les autorités ont depuis longtemps montré leur incapacité à remédier à cette situation, aux habitants des différents départements géographiques du pays de s'unir pour trouver la solution. ■

## CANAAN À LA MERCI DES GANGS ARMÉES !

La banlieue Canaan est en passe de devenir infernale. Les bandits établissent progressivement leur quartier général. Ils pillent, tuent, riverains et passants et défient la police.

Le jeudi 9 juin dernier, dans l'après-midi, des travailleurs de la zone industrielle et des passagers de transports en commun qui se rendaient à Canaan et dans les environs ont connu un mauvais moment. Des bandits armés jusqu'aux dents ont barricadé la route, saisi des véhicules transportant des marchandises, pillé les passagers et les passants. Plusieurs personnes ont été tuées, parmi lesquelles un chauffeur, maculé de sang sur son volant.

Revenant de la zone industrielle, les travailleurs qui étaient sur la route, se sentant menacés, se sont réfugiés dans une église à Carrefour « Zoranje ». Femmes, hommes et enfants y ont passé la nuit à même le sol, alors qu'il pleuvait.

Canaan, une vaste plaine isolée non habitée avant le séisme du 12 janvier 2010,

est devenue un grand quartier populaire où vivent plus de 250 000 habitants actuellement.

Cette localité située au nord de Port-au-Prince, à quelques kilomètres de la Croix-des-Bouquets, est depuis quelques temps tombée entre les mains des gangs armés. La situation devient plus difficile de jour en jour pour les riverains dont certains ont déjà vidé les lieux par crainte d'être victimes.

Selon les témoignages des riverains, dans plusieurs endroits, notamment à Canaan 1, 2, 5, 50, c'est la galère. Ceux qui habitent toujours la zone, vivent comme dans un camp de concentration. Les bandits ont creusé des tranchées en plusieurs endroits pour contrer l'intervention de la police. Les forces de police de leur côté, ont coupé plusieurs artères pour éviter les détournements de camions de marchandises, ce qui se fait fréquemment dans

la zone. Il ne se passe pas un jour sans un assassinat. Il n'y a pas longtemps, les bandits ont brûlé vif un homme sous prétexte qu'il était un indicateur de la police. Les camions citernes cessent de fréquenter la zone à cause de sa fragilité, et ne fournissent plus l'eau.

Comme à Martissant, Croix-des-Bouquets et d'autres endroits occupés par les gangs, Canaan est presque devenu invivable. Les gangs armés, au vu et au su des autorités en place, y établissent non seulement leur quartier général, mais y font aussi la loi en toute impunité.

Pour l'instant, face aux exactions des bandits armés, l'état d'esprit de la population n'est pas encore à l'auto-défense, mais la seule issue est de s'organiser et de se munir des moyens adéquats pour contrer ces malfrats. ■

## UNE PÉNURIE ORCHESTRÉE POUR METTRE LA POPULATION GENOU À TERRE

Se déplacer même en tap-tap devient un luxe pour les travailleurs et les masses populaires. Négocier le prix d'une course avec un chauffeur de moto est une épreuve de force, aller rendre visite aux proches parents dans une ville de province, assurer le transport d'une petite provision d'un lieu à un autre donnent des maux de tête tant les prix du transport en commun ont grimpé de façon vertigineuse depuis la rareté et la hausse des prix des produits pétroliers dans le pays. Les gros bonnets qui ont la responsabilité d'approvisionner le pays en produits pétroliers organisent la pénurie, peu leur importe ses conséquences sur la majorité de la population.

Depuis belle lurette, faire un plein d'essence dans une station-service devient un parcours du combattant. Les nombreuses pompes à essence sorties de terre qu'on rencontre tous les 10 mètres dans les rues de la Capitale n'ont pratiquement pas d'activités. Une fois de temps en temps, on peut voir des automobilistes dans l'une de ces stations, des gens de la population munis de leurs fameux gallons jaunes, qui se querellent, s'étripent pour quelques litres de cet or noir.

Dans les rues, aux abords des stations-service, des gens offrent à prix fort de la gazoline dont le gallon se négocie entre 750 à 1500 gourdes, voire plus, alors que son prix officiel est fixé à 250 gourdes.

Cette rareté artificielle du carburant fait débat dans les classes populaires qui en

paient le plus lourd tribut. Pendant la pause au parc Sonapi, les discussions entre travailleurs allaient bon train sur ce sujet. S'adressant à une collègue, un travailleur demande : *pourquoi la gazoline est partout dans les rues, alors que les pompes à essence sont vides ?* La collègue lui répond : *il faut te poser la même question concernant les armes sophistiquées dont se servent les bandits pour massacrer la population. Ce sont les mêmes criminels qui organisent notre extermination, chacun dans sa branche à l'image du patron qui nous tue à petit feu en pratiquant un salaire de misère.*

Il est difficile de trier le vrai du faux dans ce tohu-bohu. Le moins que l'on puisse dire est que le pays importe infiniment moins d'essence qu'il n'en a besoin. Le peu qui arrive est vendu au marché noir par la mafia du



secteur avec la complicité de l'État.

Seules la combativité et les luttes de survie de la classe ouvrière et des masses exploitées peuvent faire échec à la volonté manifeste des classes dominantes pour les exterminer. ■

# NOTE DE ADIH : L'HYPOCRISIE ET LE CYNISME D'UNE BANDE DE REQUINS

Le 17 juin dernier, l'Association des industries d'Haïti (ADIH) lance un cri d'alarme contre l'insécurité et agite la menace de fermeture de nombreuses entreprises si le gouvernement ne prend pas ses responsabilités. Grandement responsable de la situation de chômage et de misère à l'origine de l'insécurité et du banditisme, l'ADIH a raté une belle occasion de se taire.

*Le pays est au fond du gouffre*, lit-on dans cette note. D'accord. Mais ce constat et cette alerte viennent d'une association de malfaiteurs et de criminels à cravate qui avaient financé le coup d'État militaire en 1991 engendrant plusieurs milliers de morts, et avaient soutenu la dictature féroce qui en avait découlé. Ce sont eux qui font et défont les présidents, les parlementaires et les ministres qu'ils mettent à l'index aujourd'hui. Tous ces individus, soi-disant des « autorités » ne sont que des laquais, de vils serviteurs exécutant les ordres des crapules qui se font appeler « hommes d'affaires du secteur privé », regroupés notamment au sein de l'ADIH. La population n'est pas dupe.

Grâce à ces pions placés sur l'échiquier de l'État, ces hommes d'affaires s'arrogent le droit de ne pas payer d'impôts

ni de taxes qui saignent en revanche, les ouvriers. Ils siphonnent également les caisses publiques par toutes sortes de combines. Qui ignore le juteux contrat de Dimitry Vorbe avec l'État pour fournir le black-out ? Ce sont des milliards de gourdes dont Boulos a bénéficié de la part de l'ONA. Ils obtiennent aussi de gros cadeaux de leurs valets, comme ces 8600 hectares de terres à Savane Diane et un pactole de 18 millions de dollars offerts à Apaid par Jovenel Moïse.

C'est une bande de vautours qui s'abattent sur les richesses du pays, s'en accaparent la part du lion avec l'aide des autorités qui s'en servent allègrement à leur tour. Voilà comment on est arrivé à ce chaos indescriptible, et ces industriels qui montent au créneau aujourd'hui en sont les principaux responsables.

Ce sont eux qui sévissent également sur la zone industrielle dans des entreprises couramment appelées « factories ». Ils engrangent des millions chaque année, alors qu'ils versent en gourdes des salaires scandaleusement bas aux travailleurs qui se défoncent au quotidien dans des conditions inhumaines pour exécuter les commandes payées en dollars américains. Les profits astronomiques accumulés ne sont pas investis dans la production pour créer des emplois, mais dans la spéculation, et aussi dans le financement des bandes armées qui sèment la terreur aujourd'hui.

Voilà comment ces requins ont conduit petit à petit le pays dans le gouffre et ne cessent de l'y enfoncer chaque jour davantage. Ils ont tous peur d'une explosion sociale, ce qui arrivera tôt ou tard. Ils devront un jour rendre gorge ! ■

## MARCHÉS FRONTALIERS : DES PETITS COMMERÇANTS DÉPOUILLÉS PAR LES BANDITS

Les petits commerçants haïtiens constituent la grande clientèle des marchés des villes dominicaines frontalières telles que Dajabon, Jimani, etc. Ces petits marchands viennent partout d'Haïti, de la Capitale et des villes de province. À l'aller comme au retour, ils sont souvent dépouillés de leur argent et de leurs marchandises par des bandits haïtiens et dominicains.

Les classes pauvres, pour faire face à la vie difficile qu'elles sont en train de vivre, se lancent dans la débrouillardise de façon à gérer leur quotidien. C'est le cas des petits marchands de produits alimentaires, cosmétiques et d'entretien. Les jours où les autorités dominicaines ouvrent les marchés des villes frontalières, ils remplissent les autobus et les tap-tap pour aller acheter leurs marchandises. Depuis Port-au-Prince, ils traversent obligatoirement certains endroits, par exemple Croix-des-Bouquets, occupés

par les bandits. Les autres villes de province du nord et du Plateau central, ne sont pas non plus épargnées par les actes malhonnêtes des malfrats de l'île.

Ces assassins opèrent sans être gênés. Souvent même, sous les regards des gardes frontalières, ces gangsters rançonnent les petits marchands. Les femmes sont généralement victimes de viols et de coups de matraque. Ils n'ont aucune protection des agents douaniers haïtiens, qui réclament de fortes sommes d'argent qui peuvent dépasser le prix de la

marchandise.

Pour démarrer leur activité commerciale et faire survivre leurs familles, les petits marchands ont contracté des prêts usuriers à des taux d'intérêt très élevés. Malgré les pertes et tout ce qu'ils subissent, ils sont contraints de rembourser ces prêts.

La société capitaliste est un cercle vicieux. Le seul moyen pour les masses pauvres de s'en débarrasser est la lutte sous la direction des prolétaires. ■

## LES CLASSES PAUVRES VICTIMES DE LA VIE CHÈRE

Devant les usines, un plat chaud est passé de 200 gourdes à 250, une boisson gazeuse ou un jus est passé de 50 à 75 gourdes ; pour 10 gourdes on achète deux sachets d'eau au lieu de trois. Ainsi, la majorité des ouvriers se contente du peu qu'ils peuvent s'offrir : un « pâté kodé », du pain beurré ou quelques morceaux de manioc, avec de l'eau sucrée pour passer la journée, comme ils le disent souvent un « soutni kè ». Le jour de la paie, les

ouvriers sortent en catimini parce qu'ils ne peuvent pas honorer leurs dettes.

Par ailleurs, après cinq mois d'ajustement des salaires, des travailleurs comme les agents de sécurité, les pompistes et ceux qui œuvrent dans les entrepôts, n'ont encore bénéficié de rien. Alors qu'ils doivent au jour le jour se nourrir, prendre soin de leurs proches. C'est la débauche, des jeunes de 14,16 ans se prostituent pour trouver de quoi se

nourrir. Des enfants de 9,12 ans qui ne se font pas embaucher dans les gangs, remplissent les rues, mendient ou nettoient les voitures des passants.

Ce tableau sombre de la situation est le résultat de l'avidité des riches pour s'enrichir encore plus sur le dos de ses pauvres. L'histoire d'Haïti ne manque pas d'exemples où les classes populaires organisent des émeutes pour faire face à la vie chère. ■

## DANS LES ENTREPRISES

### PAWÒL TRAVAYÈ

#### Tout pretèks bon pou patwon yo ogmante pwofi yo sou do travayè!

Chak fwa klas travayè a pran lari pou ekzije ajisteman salè ak meyè kondisyon travay, patwon yo toujou pran medya oubyen jounal, rele anmwe yo pral fè fayit, yo pral kite peyi a. Pòt pawòl ADIH a, sendika patwon yo, deklare jou ki te 17 jen 2022 an : « Si gouvènman an pa pran dispozisyon pou rezoud pwoblèm ensèkirite a, patwon yo ap fèmen pòt izin yo.

Fèmen izin, kite peyi, fè fayit, se pawòl chak jou nap tande nan bouch patwon yo. Anreyalite, tout mwayen bon pou yo jistifye move konpòtman yo genyen kont klas travayè a.

Nan plizyè izin, apre nou te fin ekzije leta fè ajisteman salè 685 goud la, patwon yo itilize tout mwayen pou dekouraje klas travayè a. Pa ekzanp nan Horizon Pak sonapi, sou pretèks pa gen travay, patwon an voye ouvriye yo ale depi 3 mwa san yon goud. Nan Valdor, Taba 27 patwon an vire do li pati kite izin nan, depi 6 mwa san li pa dedomaje ouvriye yo. Kay Bekè slogan an se "ale ma rele w", Nan Primium kay apaid, se travay semèn sa, pèdi lòt semen sou pretèks pwoblèm materyèl. Nan Sisa, patwon an fè ouvriye yo pèdi yonn oubyen 2 jou nan semèn nan pou li pa peye jou dimanch. Nan Fair Way nap fè djòb nou pa janm gen kontra travay. Nan plizyè lòt izin sou zòn endistriyèl la, ouvriye yo konn pase mwa lakay yo san yon goud.

Kèlkeswa sityasyon an, patwon yo pa gen anyen pou yo pèdi. Paske yo deja gen gwo milyon ki chita labank. Pou klas travayè a, se grangou, mizè kap tann yo. Konsa, klas travayè a pa gen lòt chwa, se batay chak jou pou anpeche patwon yo ak leta depafini ak yo.

Bouch an bouch you di lòt

**OTR-UCI – Jedi 23 jen 2022**  
**An nou konte sou fòs nou !**

## FAIR WAY : UNE EXPLOITATION QUI RAPPELLE LE TEMPS DE LA COLONIE

Fair Way est une entreprise de textile située sur la route de l'aéroport. Elle est au voisinage des entreprises AIC, Rebo, DHL et « kay » Claudy. Dany est le surnom du patron, la plupart des ouvriers le connaissent sous ce sobriquet.

La majorité des 500 travailleurs de l'usine n'ont pas de contrat. Ils sont corvéables à merci et travaillent dans une

situation révoltante. Ils reçoivent leur salaire à la huitaine. S'ils travaillent le samedi, ils n'ont pas droit au dimanche. Si un module ne réalise pas la cadence imposée par la direction, il n'est pas invité à venir travailler le samedi. Les jours fériés ne sont comptés que si les ouvriers ont travaillé la veille. Ils n'ont aucune couverture légale et peuvent être licenciés en fonction de l'humeur d'un petit chef. Trois ouvrières ont

été révoquées parce qu'elles portaient un T-shirt de même couleur pour célébrer l'anniversaire d'une des leurs. Les responsables de la direction leur font croire qu'ils n'ont aucun recours lorsqu'ils sont révoqués.

Les travailleurs sont très mécontents de cette mauvaise situation qui ne changera que s'ils sont conscients et prêts à s'organiser pour se battre.■

## L'AJUSTEMENT DU SALAIRE MINIMUM FOND COMME BEURRE AU SOLEIL

Au mois de février 2022, les ouvriers gagnaient 400 gourdes de salaire net, c'est-à-dire après prélèvement des taxes et impositions, 5 au total selon les usines ; IRI, OFATMA, ONA, CAS, CFDTQ. Sur la base de 110 gourdes pour un dollar, les 400 gourdes représentaient en valeur réelle 3,60.

Les 37% d'ajustement obtenus de haute lutte par les travailleurs avaient porté le salaire brut à 685 gourdes mais c'est seulement 548 gourdes de salaire net qu'ils recevaient. En valeur réelle au lendemain de cet ajustement, les 548 gourdes valaient 4,98 dollars.

4 mois après, la gourde a perdu du terrain. Au lieu de 110 gourdes, il en faut près de 125 pour un dollar. Les 548 gourdes qui valaient 4,98 dollars n'en représentent aujourd'hui que 4,38.

4,98 dollars en février contre 4,38 en juin, le salaire descend inexorablement, bien qu'en valeur nominale, les 698 gourdes restent les mêmes.

Mais il n'y a pas que la décote de la gourde qui diminue le pouvoir d'achat des travailleurs. L'inflation, l'augmentation générale des prix des produits de consommation dans des proportions énormes sur fond

d'insécurité entretenue par les gangs armés, la rareté artificielle des produits pétroliers, le blocage des routes nationales mettent les travailleurs dans une situation exsangue.

De plus, après l'ajustement, beaucoup de patrons avaient réduit drastiquement les activités dans leurs entreprises ce qui engendrait un manque à gagner pour les ouvriers.

L'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire l'ajustement du salaire minimum au taux du jour serait provisoirement le moyen pour les travailleurs de conserver leur pouvoir d'achat avant de nouvelles luttes pour obtenir d'autres améliorations de leurs conditions de vie.■

## DANS L'INTERNATIONAL

### COLOMBIE : UN CANDIDAT SE RÉCLAMANT DE LA GAUCHE, ÉLU PRÉSIDENT

Flanqué de sa vice-présidente, Francia Marquez, une Afro-Colombienne, avocate féministe, écologiste et venant des milieux populaires, Gustavo Petro, 62 ans et proche de la mouvance de la guérilla bolivarienne, a été élu président de la Colombie le 19 juin dernier. Une première pour ce pays de l'Amérique du Sud qui, depuis plus de deux siècles, est surtout connu pour ses barons de la drogue et ses gouvernements d'extrême droite à la solde de la grande bourgeoisie colombienne et de l'impérialisme américain.

Quatrième puissance économique de l'Amérique latine derrière le Brésil, le Mexique et l'Argentine, la Colombie, ayant pour capitale Bogota, regorge de richesses naturelles comme le pétrole, le charbon, les minerais et le café. C'est la 2<sup>e</sup> plus grande biodiversité du monde. Pourtant 45% de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Dirigées depuis son indépendance par une oligarchie corrompue, réactionnaire et répressive, les masses colombiennes rêvaient d'un changement. C'est sans doute la raison pour laquelle elles ont laissé éclater leur joie le soir de l'élection de Gustavo Petro, le dimanche 19 juin 2022.

Dès l'âge de 17 ans, Gustavo Petro fréquentait la mouvance guérilla dont il fut membre. Depuis 1991, il a embrassé une carrière politique traditionnelle en se faisant élire en plusieurs occasions au Parlement, soit comme député, soit comme sénateur. Devenu maire de la Capitale, il a acquis une réputation d'homme intègre et proche des préoccupations des plus pauvres.

Comme c'est un politique allié à l'ensemble des organisations de la gauche colombienne, sa participation dans ces élections a suscité un véritable enthousiasme. Dans sa campagne, Petro promet un programme d'urgence pour

accéder à l'eau potable et à l'alimentation, l'accès gratuit à l'université, de bons systèmes de santé et de retraite, le respect des droits des femmes et des homosexuels, une transition écologique, la promotion du tourisme et de l'agriculture nationale. Cependant Petro s'est empressé d'ajouter que sa réforme agraire ne priverait pas les propriétaires de leurs richesses et de leurs actifs.

Venons-en au nœud gordien des luttes qui sont en jeu aujourd'hui avec ces élections colombiennes. Pendant deux siècles, la bourgeoisie et les classes dominantes colombiennes ont amassé des richesses colossales par la violence, tout en reléguant les travailleurs, les paysans pauvres et les masses populaires dans l'ornière de la misère et de la précarité. Elles ont construit un État avec des lois et un appareil militaire répressif, permanent et légal pour protéger leurs prébendes, mais elles savent aussi s'appuyer sur des paramilitaires, des gangs armés pour cela.

Il n'y a aucun moyen d'améliorer de façon substantielle et durable le sort de la majorité de la population colombienne sans s'attaquer aux richesses de la grande bourgeoisie, des grands propriétaires terriens. Ce qui ne figure pas dans le plan de Petro. Ces riches ne se font aucune illusion quant aux



Gustavo Petro et Francia Marquez

moyens de défendre leurs intérêts. Derrière Petro et sa vice-présidente Francia Marquez, la bourgeoisie colombienne n'hésitera pas une seule seconde à lancer ses militaires, ses gangs armés sur les masses exploitées pour tuer même les illusions qu'elles se sont faites, le temps de ces élections.

Quelle que soit l'attitude de l'équipe de Petro face aux promesses qu'elle a faites pendant sa campagne, la classe ouvrière, la masse des paysans pauvres, les classes populaires colombiennes obtiendront ce que leurs luttes et leur mobilisation seront en mesure d'imposer aux classes riches.■

**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**